Burundi : le Conseil de sécurité autorise le déploiement de 228 policiers de l'ONU

@rib News, 29/07/2016 à € Source AFP Le Conseil de sécurité a décidé vendredi de déployer progressivement 228 policiers de l'ONU au Burundi pour tenter de ramener le calme et de faire respecter les droits de l'homme. Aux termes d'une résolution proposée par la France et adoptée par le Conseil par onze voix pour et quatre abstentions (Chine, Angola, Egypte, Venezuela), ces policiers seront envoyés à Bujumbura et dans tout le Burundi pour une période initiale d'un an. Leur mission pourra être prolongée ou modifiée si la situation empire.

Ils seront chargés de surveiller la situation en matière de sécurité ainsi que le respect des droits de l'homme, en coordination avec quelques dizaines d'observateurs et d'experts militaires de l'Union africain déployés. Mais leur efficacité dépendra largement de la marge de manoeuvre que leur laisseront les autorités burundaises. Celles-ci n'ont pour l'instant accepté d'accueillir que 50 policiers. Tout au long de deux semaines de négociations, plusieurs membres du Conseil (Egypte, Russie, Chine, Angola, Venezuela) ont insisté sur la nécessité d'obtenir au préalable un accord du gouvernement burundais. La résolution rappelle l'accord de Bujumbura pour 50 policiers et demande au gouvernement burundais de coopérer pleinement avec la force de police onusienne. Le gouvernement burundais a accepté en principe le déploiement de 100 observateurs et 100 experts militaires envoyés par l'Union africaine, mais seuls 32 observateurs et 14 experts sont effectivement sur le terrain. Le Conseil demande instamment à Bujumbura d'assurer le déploiement complet et effectif des experts de l'Union africaine. Il exhorte aussi le gouvernement burundais à dialoguer d'urgence, de manière active et constructive avec tous les groupes d'opposition, y compris ceux qui se trouvent hors du pays, pour mettre fin à la crise. Ce dialogue est pour l'instant dans l'impasse, le gouvernement refusant de s'asseoir aux côtés d'opposants en exil qu'il accuse d'avoir fomenté une tentative de coup d'Etat en mai 2015. Une cérémonie d'ouverture du dialogue inter-burundais prévue le 12 juillet en Tanzanie avait ainsi été annulée. Le Burundi est plongé depuis plus d'un an dans une profonde crise à la suite de la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Cette crise a déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 burundais à l'exil. Ces violences font craindre un génocide, comme celui qui a frappé le Rwanda voisin en 1994. Après le vote, l'ambassadeur français François Delattre a salué un acte fort de diplomatie préventive. Se référant au génocide rwandais, il a estimé que le Conseil tire les leçons du passé. La résolution exige de toutes les parties qu'elles rejettent toute forme de violence et demande au gouvernement burundais de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'ONG Human Rights Watch (HRW) a accusé des policiers et des jeunes miliciens proches du pouvoir de se livrer à des viols collectifs sur des femmes considérées comme proches de l'opposition depuis le début de cette crise. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon avait initialement proposé plusieurs options pour la force de police, allant de quelques dizaines à 3.000 hommes. Il avait estimé qu'une force de 228 policiers pourrait empêcher une effusion de sang majeure mais serait insuffisante pour protéger les civils.